

soit pour lui qu'un *instrumentum regni*, absolument comme l'Eglise russe dans les mains du Tzar.

— Un député du bloc, causant librement avec un ecclésiastique, vieille connaissance de collège, lui a résumé en ces termes la pensée du gouvernement. " En 25 ans de laïque, nous avons eu raison de la France ; en 20 ans de cultuelles, nous aurons raison de l'Eglise ".

— Or le Souverain-Pontife semble bien décidé à s'opposer à la ruine de l'Eglise de France et par conséquent aux cultuelles, qui sont le moyen le plus rapide pour arriver à cette destruction. Non seulement les audiences qu'il accorde laissent transpirer cette pensée ; mais on sait que la Commission chargée d'étudier les affaires de France, un seul cardinal excepté, est tout-à-fait pour la résistance. Il ne faut pas prendre ce mot comme un cri de guerre, une sonnerie de clairon appelant à la bataille. Non, l'Eglise ne va pas en guerre contre les gouvernements établis, fûssent-ils mauvais. Mais par le mot résistance on entend cette formule : " ignorer la loi ". Par conséquent les instructions du Souverain-Pontife à l'Eglise de France sur la manière de se conduire pour la réorganisation de cette Eglise, serait de ne tenir aucun compte de la loi de séparation du 9 décembre 1905, qui du reste lui est encore officiellement inconnue. Le gouvernement prétend avoir fait cette loi pour l'avantage de l'Eglise. Mais le pape est bien libre de repousser ces prétendus avantages à cause de leurs désastreuses et réelles conséquences. Jamais le fameux vers "*Timeo Danaos et dona ferentes*" n'aurait été mieux appliqué ; et les soixante millions que le gouvernement se vante de mettre à la disposition de l'Eglise ne sont autre chose que la dorure des chaînes dont il prétend la lier d'abord, pour pouvoir mieux l'étouffer ensuite. Saint Pierre a commencé par convertir les juifs et les gentils. Puis il s'est occupé de leur trouver des lieux de réunion.